



**Renforcement de l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de
l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au Cameroun.**

TERMES DE REFERENCE – Atelier du 18/12/2013 à Yaoundé

FACILITATEURS ET MODERATEUR (Cf. P.8)

I. Contexte et justification

L'ITIE est une norme internationale qui promeut la bonne gestion des ressources extractives dans les pays rentiers. Le Cameroun y a adhéré en mars 2005. Depuis lors, l'Etat cherche les voies d'une meilleure transparence à travers la publication des paiements des impôts et taxes des sociétés opérant dans le secteur minier et la divulgation par les entités gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés, comme l'exigent les critères et principes de l'ITIE. Le processus ITIE accorde une place centrale à la société civile, l'appelant à jouer un rôle moteur de veille en vue du respect de l'esprit et de la lettre de cette norme. La société civile qui est partie prenante de ce processus devrait à ce titre accompagner le gouvernement dans son engagement à mettre en œuvre l'ITIE, veiller au respect des dispositions du livre source, au bon fonctionnement du groupe multipartite en charge du suivi de la mise en œuvre du processus, inciter à l'élaboration et l'exécution des plans d'action pertinents qui réservent une bonne place au renforcement des capacités et à l'animation des débats publics.

La réalité au Cameroun est loin d'être cela. La société civile ne s'exprime que très timidement malgré sa forte présence au sein du Comité. Les sorties sporadiques de la Coalition Publiez ce que vous Payez, rythmées par l'activité gouvernementale à laquelle elle s'est presque arrimée, n'a pas jusqu'ici rallié un grand nombre d'acteurs autour de cet enjeu majeur qu'est la gouvernance du secteur extractif. En conséquence, l'ITIE est très faiblement connue comme l'a démontrée une enquête publiée par la Coalition PWYP en février 2013. Malgré les deux vagues de communication déployées sur l'ensemble du territoire entre Avril et Juillet 2013, elle reste une initiative dont la compréhension des enjeux est réservée à une élite réduite aux membres des administrations publiques et privées, du Comité et du Secrétariat technique ITIE.

L'atteinte par le Cameroun en octobre 2013 du statut de pays conforme n'est pas une garantie que les six rapports produits par le Cameroun à ce jour sont connus du grand public. Où qu'ils aient suscité des discussions. Or, ils contiennent des informations exploitables pour diverses actions de plaidoyer susceptibles de renforcer la transparence. La société civile qui devrait se saisir de cet état de chose pour se mobiliser et demander avec fermeté l'amélioration du processus afin que les rapports ITIE parviennent à toutes les populations capables de les utiliser judicieusement,

semble préoccupée par d'autres sujets connexes qui constituent par ailleurs de véritables pierres d'achoppement pour son émulation.

D'une part, la problématique de la représentativité de la société civile au sein du Comité et du Secrétariat ITIE met à l'ordre du jour la nécessité d'un mécanisme consensuel de désignation des représentants de la société civile dans des groupes multipartites. L'évolution des normes ITIE et la nouvelle vision 20/20 de la coalition internationale Publiez ce que vous payez, sont favorables à la rotation des membres de la société civile. Cette tendance démocratique qui est à encourager, va prendre de l'ampleur sans pour autant qu'il existe une réponse à court et moyen terme au problème de mécanisme et modalités de choix.

D'autre part, la question des jetons de présence perçus par les membres de la société civile représentés au comité et au secrétariat technique ITIE suscite des divisions. Si ces jetons aiguissent des appétits chez des uns, ils sont considérés par d'autres comme un achat de conscience. Cette dichotomie des opinions est par exemple en discussion souterraine au sein de la coalition camerounaise publiez ce que vous payez. Ce débat est porté au niveau international et pourrait être tranché par des règles de bonne conduite vraisemblablement universelles.

Ces problèmes et bien d'autres fragilisent la présence et l'action de la société civile dans le processus de mise en oeuvre de l'ITIE au Cameroun. L'on peut citer:

- ***Le faible nombre d'acteurs de la société civile impliqués dans le processus ITIE.***
A peine 10 organisations travaillent effectivement sur les problématiques liées au secteur extractif. Nombre d'entre celles qui sont membres du Comité ITIE l'ont été du fait de leurs activités de protection et promotion des droits de l'homme, dans le cadre des projets environnementaux. Ceci se vit même au sein de la coalition PWYP où les actions individuelles et collectives traitant de l'ITIE sont rares.
- ***Le faible niveau d'engagement des OSC impliqués dans le processus de mise en oeuvre de l'ITIE.*** Ceci est en partie dû à la faible capacité de ces OSC à pouvoir contribuer efficacement dans l'élaboration initiale de l'initiative. Elles se limitent à jouer les seconds rôles consistant en la révision et l'approbation des documents conçus sans elles.
- ***Le cloisonnement entre les OSC membres du Comité et celles en dehors du Comité.*** Il n'existe pas de cadre de concertation permettant aux OSC membres du Comité d'une part de recueillir les préoccupations de leurs pairs avant les sessions du Comité et d'autre part de procéder au débriefing ou à la restitution des travaux du Comité. Les échanges par courriel sont aussi rares que les occasions de prendre une position commune de la société civile.
- ***La faible dissémination et exploitation des rapports produits dans le cadre de l'ITIE*** (2 rapports de cadrage, six rapports de conciliation des chiffres et des volumes, 2 rapports de validation). Du fait de leur relative technicité et en l'absence d'un cadre pour susciter la compréhension et l'appropriation des rapports, leur circulation est mise à mal puisqu'il n'y a pas d'acteurs disposés expliquer leur contenu aux autres de façon à leur faire comprendre les opportunités qu'offrent de tels rapports
- ***L'insuffisance de débats publics articulés et structurés sur les rapports ITIE.*** Les constatations et les recommandations formulées dans les rapports de conciliation et de

validation ne sont pas appropriées par les acteurs de la société. Alors qu'ils se seraient servis pour construire des débats pouvant influencer les autres parties prenantes.

Le bénéficiaire final des rapports ITIE ce sont les populations. Celles-ci, sont, dans leur immense majorité ignorantes de beaucoup en ce qui concerne la gestion des affaires publiques et ne peuvent par conséquent pas développer des avis motivés et renseignés sur des sujets aussi complexes que l'économie minière.

En disséminant les informations et en organisant des discussions sur le contenu des rapports ITIE, le projet va donner aux populations l'opportunité de s'en inspirer pour demander des comptes aux décideurs et s'impliquer dans le suivi et la gestion des revenus publics dans l'intérêt immédiat de s'assurer du financement effectif des priorités en matière d'amélioration de leurs conditions de vie. L'enquête de PWYP citée plus haut, a montré que les populations ont soif de l'information pour comprendre le processus ITIE et ce qu'une telle initiative peut leur apporter. Il conviendra de connecter l'ITIE avec les préoccupations courantes des populations qui sont généralement liées aux droits sociaux, économiques et culturels. Le projet va davantage démocratiser l'information concernant le secteur extractif pour le sortir de l'opacité qu'on lui connaît. Par ailleurs, le projet se veut prospectif pour anticiper sur l'impact que la conformité du Cameroun peut avoir sur la composante société civile intéressée par la problématique de la gouvernance du secteur extractif et sur l'ensemble du groupe multipartite tant l'on sait qu'après l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative Pays pauvres Très endettés, la suite des événements a échappé au commun des citoyens pour qui l'IPPTE semblait un mirage.

L'initiative prise par la DMJ consiste à s'appuyer aussi bien sur l'attitude de la société civile vis-à-vis du processus ITIE que sur le contenu des rapports ITIE déjà disponibles, pour mobiliser la société civile à susciter des débats publics et influencer par là même le gouvernement. Il s'agit concrètement d'une part de réaliser et publier une analyse critique de ces rapports et d'autre part d'élaborer et de proposer à validation un « **Guide de bonnes pratiques en matière de concertation de la société civile** » en rapport avec la norme ITIE. D'où l'organisation du présent atelier de la société civile qui se tiendra le 18 décembre 2013 à Yaoundé.

II. Objectifs de l'atelier

2.1 Objectif global

Renforcer l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au Cameroun.

2.2 Objectifs spécifiques

- i. Amener la société civile à utiliser et exploiter effectivement les rapports ITIE pour animer des débats pour améliorer la gouvernance du secteur extractif
- ii. Contribuer à la recherche de la cohésion et l'efficacité de la société civile intéressée par la gouvernance du secteur extractif

2.3 Résultats attendus

- i. Partager avec les acteurs de la société civile une expérience d'exploitation des rapports ITIE pour susciter le débat autour des problématiques que ces rapports soulèvent.
- ii. Valider un "Guide de bonnes pratiques en matière de concertation de la société civile " en rapport avec la norme et le processus ITIE.
- iii. Une déclaration est publiée

III. Stratégie d'intervention

L'atelier sera structuré en trois grandes séances.

- La première consistera à faire une présentation générale du contexte, de l'état des lieux de l'ITIE et du rapport de l'analyse critique des rapports ITIE et à ouvrir un échange.
- Dans un deuxième temps, la société civile représentée au sein du comité partagera l'expérience du rôle et des difficultés de la société civile à participer efficacement dans le processus ITIE. Ce partage d'expérience sera suivi d'un échange et de la formulation de recommandations.
- En troisième lieu, le projet de "Guide de bonnes pratiques en matière de concertation de la société civile " sera présenté et discuté en plénière avant l'organisation des groupes de travail en vue de son enrichissement et sa validation.

IV. Participation

Le présent atelier est ouvert à **un (1) seul représentant de préférence le responsable** de toute organisation de la société civile dont la transparence dans le secteur extractif constitue un centre d'intérêt de son action. Les membres de la coalition camerounaise publiez ce que vous payez, du réseau Tax justice Network, Integrity Network, Dynamique citoyenne; les OSC membres du comité et du secrétariat technique ITIE sont encouragées à être toutes présentes.

Des places limitées à cinq (5) au total sont ouvertes pour des OSC venant de l'une et l'autre des deux régions/villes suivantes: **Est (Bertoua) et **Sud (Kribi et environ)**. Leur sélection sera fonction du retour du formulaire joint à ces termes de référence et les OSC invitées recevront une invitation formelle.**

V. Financement

L'atelier est soutenu par le programme d'appui à la société civile (PASC). Sera pris en charge: le déplacement (par paiement d'un défraiement taxi); le déjeuner et les pauses café. Aucun per diem ne sera payé. Pour les représentants des 5 OSC venant des deux régions/villes de l'Est (Bertoua) et du Sud (Kribi et environ), le transport sera remboursé sur présentation obligatoire des tickets de voyage. Ils seront par ailleurs logés aux frais de l'atelier.

VI. Lieu, date et heure

L'atelier se déroulera au **Norbert Kenne Memorial Peace House**, siège du Service Ocuménique pour la Paix sis à Nsimeyong- Yaoundé, le **19 décembre 2013 à 8h.**

VII. Programme indicatif du mercredi 18 décembre 2013

Horaire	Articulations/Contenu	Intervenant
8h00	Enregistrement des participants	
8:30 9:00	Séance d'ouverture - Intervention des organisateurs et partenaires (PASC) - Intervention du ST du Comité ITIE - Cameroun	Représentant PASC Représentant BM Responsables DMJ

Horaire	Articulations/Contenu	Intervenant
Séance1	<ul style="list-style-type: none"> - Rappel des objectifs - Rappel des modalités - Présentation des personnes ressources 	ST Comité ITIE
9:00 10:30 Séance2	<p>L'ITIE au Cameroun</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation générale du contexte, de l'état des lieux de l'ITIE - Présentation du rapport de l'analyse critique des rapports ITIE - Discussions/échanges 	<p>Membres du Comité et /ou du Secretariat technique EITI</p> <p>Consultants critiques</p>
10:30 10:45	Pause café	
10:45 11:30 Séance3	<p>Les OSC dans le processus ITIE: engagement, contraintes et défis</p> <ul style="list-style-type: none"> - Expérience croisée des OSC 	<p>PWYP Cameroun</p> <p>AGNRC</p> <p>UJC/CEPCA</p>
11:30 12:30 Séance4	<p>Comment améliorer l'efficacité des OSC dans le processus ITIE?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation projet de Guide de bonne conduite - Présentation du code éthique - Discussions/débats 	AGAGES, Membre du Secretariat technique ITIE (promoteur Réseau OR)
12:30 13:30 Séance5	<p>Comment améliorer l'efficacité des OSC dans le processus ITIE?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Travaux de groupes sur le guide de bonne conduite - Travaux sur le code éthique 	<p>Modérateur/TJN</p> <p>Participants</p>
13:30 14:15	Pause déjeuner	
14:15 15:15 Séance6	<p>Comment améliorer l'efficacité des OSC dans le processus ITIE?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Restitution des travaux - Discussion et enrichissements Guide et code éthique 	<p>Modérateur/TJN</p> <p>Participants</p>
15:15 15:45 Séance7	<p>Séance de clôture</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lecture et adoption déclaration des OSC - Allocutions de clôture 	<p>Représentants</p> <p>Organisateurs et participants</p>
15:45 16:15 Séance8	<p>Conférence de presse</p> <p>Séparation</p>	<p>Médias</p> <p>Représentants</p> <p>Organisateurs et participants</p>

Modération: Tax Justice Network.



Renforcement de l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au Cameroun.

FORMULAIRE DE PARTICIPATION A REMPLIR

Retourner avant le samedi 7 décembre 2013 à 12h00.

1. Désignation de l'organisation :
2. Coordonnée de l'Organisation :
3. Responsable de l'organisation :
4. Contact du responsable de l'organisation (tel et mail):
5. Nom du/de la délégué(e) à l'atelier :
6. Position dans l'organisation :
7. Contact du/de la délégué(e) à l'atelier :

NB : les personnes déléguées à l'atelier doivent pouvoir parler et éventuellement prendre position au nom de l'organisation.

Répondre à toutes les questions ci après.

1. Quel regard jetez-vous sur le processus ITIE au Cameroun ?
2. Comment appréciez-vous la participation de la société civile au processus ITIE au Cameroun ?
3. Quels rapports avez-vous avec les membres de la société civile représentés au sein du mécanisme de mise en œuvre de l'ITIE au Cameroun (Comité et Secrétariat technique)?
4. Quelles propositions feriez-vous pour aux représentants de la société civile au sein du Comité et Secrétariat technique ITIE pour que leur participation soient efficace ?
5. Quels sont les défis qu'il faut relever selon vous pour que la société civile soit bien représentée au sein du Comité et Secrétariat technique ITIE
6. Quelles activités mène ou entend mener votre organisation pour défendre la transparence dans le secteur extractif ?

NB : Les OSC retenues seront informées dès le lundi 9 décembre 2013. Elles recevront une invitation formelle et nominative.

Les formulaires doivent être retournés à l'adresse

Kdupleix6@yahoo.fr



Renforcement de l'action engagée de la société civile dans la mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au Cameroun.

**NOTE POUR
FACILITATEURS ET MODERATEUR**

Atelier du 18/12/2013

N	Position	Responsabilités	Durée	Commentaire
1	Modérateur	Assure la coordination des articulations, introduit les séances consécutives, résume chaque séance, anime les échanges en passant la parole, gère le temps y compris de parole, garantit la discipline et le respect entre participants.	Toute la journée 9 :00 16 :00	Prend la parole à partir de 9h 00 à la suite de la séance d'ouverture et après qu'il soit introduit par les organisateurs.
2	Intervenant N° 1	Fait une " Présentation générale du contexte, de l'état des lieux de l'ITIE " au Cameroun sans entrée dans les détails ni les subtilités du processus. Mais met un accent sur les progrès réalisés, le groupe multipartite, les difficultés, les leçons apprises, les perspectives.	20 min	Un membre du Comité ITIE ou du Secrétariat technique ITIE.
3	Intervenant N° 2	Présentation du rapport de l'analyse critique des rapports ITIE. Il s'agit de brosse de façon synthétique les résultats de l'analyse en relevant les problématiques sujettes à débat au sein de la société pour faire avancer la transparence	30 min	Deux interventions de 15 minutes chacune
4	Intervenant N°3	Expérience croisée des OSC. Chaque OSC donnera sa perspective et perception de la contribution/participation des OSC dans le processus ITIE en essayant de mettre en exergue les motivations, contraintes et défis qui entourent leur engagement.	45 min	Trois intervenants dont un membre de la CCPWYP, une OSC non participante au Comité et une OSC membre du Comité
5	Intervenant N°4	Présentation du contenu du projet de Guide de bonne conduite et du code éthique en insistant sur les enjeux et la portée.	30 min	La personne ressource (AGAGES) devra présenter succinctement un document après l'autre.

contact email: ateliersocietecivile@gmail.com